

Les électeurs du Nord-Kivu partagés entre le boycott et la participation aux élections prévues en décembre 2023 en RD Congo.

Une tribune de
Prosper Hamuli Birali
Bâtitteur de Paix en Afrique
Expert en Organisation des Communautés.



Symposium sur les catastrophes à l'Est de la RD Congo. Goma, 06 Juin 2023

Dans une Nation démocratique, la période électorale est propice à un débat de société sur les grands défis pour l'avenir du pays. Au cours de cette année 2023, année électorale en RD Congo, le corps électoral congolais a déjà été convoqué pour se faire inscrire dans les registres électoraux. Les candidats aux différents scrutins sont invités au fur et à mesure à déposer leurs candidatures. Pendant ce temps, que trouve-t-on dans les débats publics sur l'avenir de la Nation ?

Comme l'a indiqué la Commission Electorale Nationale Indépendante, CENI, cent-soixante et onze (171) bureaux de réception et de traitement des candidatures ont été ouverts à travers le pays de 8h à 16h30. Cette décision n'a pas concerné les Territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, dans les parties occupées par les rebelles du M23 au Nord-Kivu, ainsi que le Territoire de Kwamouth dans la Province de Maïndombe depuis que l'enregistrement des électeurs y a été suspendu suite aux "risques sécuritaire et financier" qui y persistaient.

En fait, au total, 910 partis politiques officiellement enregistrés sont accrédités et sont donc éligibles au processus électoral en cours en RDC.

L'opposition, qui met en cause le recensement des électeurs et l'audit du fichier électoral, critique le processus électoral et craint une fraude massive. Certains partis de l'opposition se sont d'ailleurs abstenus de présenter des candidats députés nationaux.

« De leur côté, les évêques de l'église catholique dans le pays, réunis au sein de la conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), ont estimé dans une déclaration rendue publique que le processus est "mal engagé" par manque de transparence. A six mois des échéances électorales, les évêques ont appelé à la vigilance.

"Ayant été abusés aux élections de 2018, nous devons en tirer des enseignements et nous comporter de façon conséquente pour que, désormais, les institutions à mandats électifs de notre pays soient dirigées par des personnes réellement élues", soulignent-ils. »¹

Au pouvoir depuis 2019, le Président Félix Tshisekedi est candidat à sa propre succession. Plusieurs opposants, comme l'ancien Premier ministre Matata Mponyo, se sont également déclarés candidats et pour cela leurs militants sont poursuivis et intimidés. L'un d'eux, un opposant, député et ancien ministre de la République, Chérubin Okende, cadre du parti du candidat à la présidentielle Moïse Katumbi, a été retrouvé mort, jeudi 13 juillet 2023, à Kinshasa, le corps criblé de balles. Ce qui n'annonce pas des élections apaisées au Congo.

Dans de telles conditions, allons-nous vers des élections fiables ? Quid des violences habituelles en période électorale en RDC ? Quel est l'intérêt des élites pour le pouvoir ?

L'enjeu de ces élections est très clairement le renouvellement de la classe politique du fait que celle au pouvoir s'est montré incapable de donner au peuple et au pays le minimum nécessaire, soit la paix et la sécurité sans lesquels rien n'est possible. A cause de cela, elle doit donc être remplacée pour que d'autres essayent parce que eux n'ont pas montré qu'ils étaient capables de gouverner un Congo en guerre civile et en guerre internationale.

¹ [RDC : ouverture des candidatures aux législatives nationales \(aa.com.tr\)](https://www.aa.com.tr/fr/actualites/afrique/rdc-ouverture-des-candidatures-aux-legislatives-nationales) Lu le 19/07/2023 à 22h53

A vrai dire, le Congo est en guerre civile parce qu'une partie de la population a été retournée contre l'Etat. Mais il est aussi en guerre internationale parce que la rébellion du M23 est le bras armé par lequel le Rwanda et l'Ouganda déstabilisent le Congo pour l'exploiter et favoriser son maintien sous la main des multinationales et du capitalisme international. C'est le problème auquel la classe politique doit répondre en montrant qu'elle sait subir et mener la guerre.

De ce fait, il est important que les dirigeants congolais actuels prennent conscience que ce qui se joue au Congo n'est autre que l'extermination des populations, la prise de contrôle du pays et la main mise sur le pouvoir à Kinshasa par des forces extérieures et cela sur l'ensemble du territoire national. C'est l'objectif visé non seulement pour le contrôle des matières premières mais aussi pour celui des populations et du régime au pouvoir. Les dirigeants congolais sont donc obligés de comprendre que leur pays est le terrain de jeu des grandes puissances.

En effet, vis-à-vis de la RDC, depuis toujours, la démarche de la communauté internationale à travers les multinationales est très claire. C'est d'obtenir de gré ou de force ou toute autre possibilité, l'accès sans restriction et à peu de frais aux ressources congolaises surtout celles stratégiques pour les économies occidentales.

Dans le cas d'espèce, la situation de la Province du Nord-Kivu illustre encore mieux les violences créées de toute pièce dans ce but et qui risquent de s'aggraver au fur et à mesure de l'approche de la date prévue pour les élections. En effet, une fois de plus, une fois de trop, l'Est de la RD Congo est embrasé par une guerre qui fait des victimes et des destructions presque dans l'indifférence de la communauté internationale focalisée plutôt sur la guerre en Europe entre la Russie et l'Ukraine. Plus d'un million de déplacés, selon la coordination humanitaire OCHA, s'entassent dans des camps de fortune ou dans des familles d'accueil elles-mêmes paupérisées par des décennies de marasme économique du pays. Dirigeants congolais et rwandais passent leur temps à se rejeter mutuellement, par médias interposés, la responsabilité pendant que les populations victimes errent ballotées au gré des affrontements meurtriers. Et, dans les salons feutrés des arcanes diplomatiques, la guerre secrète des rapports fait rage. « *Face aux accusations de Kinshasa autour du soutien du M23 par Kigali, les renseignements rwandais documentent depuis plusieurs mois les collusions entre l'armée*

congolaise et les milices rebelles des FDLR. Dans cette bataille des narratifs, chaque camp dissémine auprès des capitales occidentales ses informations classifiées. »²

Au cours du mois d'août 2022, Antony Blinken, Secrétaire d'Etat américain, avait bouclé son périple africain qui l'a amené en Afrique du Sud, en RDC et au Rwanda. La RDC s'est fort réjoui de cette visite en espérant en tirer la condamnation du Rwanda comme agresseur dans l'occupation de son territoire par le groupe armé M23. En effet, cette rébellion, dont les chefs sont décrits, déjà en 2012, par la Haut-Commissaire de l'ONU, Navi Pillay³, comme étant « *parmi les auteurs des pires violations des droits humains en RDC et même dans le monde* », a refait surface en novembre 2021 après avoir accusé le Président congolais de ne pas avoir respecté les accords de paix signés en 2013. Depuis juin 2022, elle est présente sur des pans entiers du territoire congolais à partir de la prise du poste douanier de Bunagana à la frontière avec l'Ouganda jusqu'à l'occupation d'importants sites miniers de production des minéraux "3T" (Tantale, Tungstène, Etain) en Territoire de Masisi plus à l'ouest à l'intérieur des terres.

Dans cette atmosphère, la population du Nord-Kivu pose une question simple. Quelle sera la situation de leur Province après les élections de 2023, dans un contexte où il y a trois facteurs importants : le premier, le Rwanda a dévoilé ouvertement les raisons pour lesquelles il fait la guerre en RDC depuis 1998. Il veut, à terme, récupérer les Territoires de Rutshuru, Masisi, Walikale et Kalehe. En effet, s'exprimant au Palais présidentiel de Cotonou lors de sa visite officielle au Bénin le samedi 15 avril 2023, Paul Kagame a crevé l'abcès⁴ : « *Le problème du Congo, le problème de la région et même du Rwanda, n'est pas le M23. Je suis désolé. M23 est un produit résultant de plusieurs autres problèmes qui n'ont pas été résolus depuis des décennies maintenant. (...) En 2012 même, en ce qui concerne le M23 et les personnes liées au M23 qui ont des origines rwandaises, il faut savoir que les frontières qui ont été tracées lors de la période coloniale ont découpé nos pays en morceaux. Une grande partie du Rwanda a été laissée en dehors, dans l'Est du Congo, dans le Sud-Ouest de l'Ouganda, etc... Les gens de ces*

² Lu dans le Quotidien AFRICA INTELLIGENCE. [RDC/RWANDA : M23 : le renseignement, arme diplomatique de Kigali et Kinshasa \(africaintelligence.fr\)](https://www.africaintelligence.fr) Consulté le 16/03/2023 à 02h20

³ Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay a exprimé sa profonde préoccupation, le 19 juin 2012 à Genève, par rapport à la sécurité de la population civile habitant dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) [Rappelant le passé « consternant » des dirigeants de la mutinerie du M23 en RDC, Pillay craint de nouveaux abus des droits de l'homme | OHCHR](https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/News.aspx?NewsID=9433&Cr=congo&Cr2=droits+de+l'homme) Consulté le 27.02.2023 à 12h45

⁴ Pour Gillian Mathys, professeur à l'Université de Gand et membre de la commission colonisation, « l'Histoire a ses droits mais la réponse aux problèmes d'aujourd'hui ne se trouve pas uniquement dans l'Histoire. C'est l'interprétation des faits qui pose question. » [Aux racines du conflit entre le Congo et le Rwanda - Le Soir](https://www.lesoir.be/1181126/article/2023/05/04/le-conflit-entre-le-congo-et-le-rwanda) Consulté le 04 mai 2023 à 9h55

pays autres que le Rwanda ont des origines rwandaises mais ne sont pas des Rwandais. Ils sont citoyens de ces pays qui ont absorbé des parties du Rwanda à l'époque coloniale. C'est un fait, un fait de l'Histoire. Ceci est une évidence. Référez-vous même à l'Histoire vous allez vous rendre compte que ces problèmes me dépassent et vont au-delà de la personne de Tshisekedi. (...) Aujourd'hui, onze ans après, le problème existe toujours. Cela veut dire qu'il n'a pas été résolu. Les pays africains ont été impliqués mais personne n'a pu réussir. »⁵ S'agissait-il d'un positionnement contre le sacrosaint principe de l'Union Africaine de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ? C'est du moins celle-là la compréhension des Congolais qui ont pris cette déclaration comme une tentative de travestissement de l'Histoire par un Rwanda habitué à la juxtaposition des prétextes pour justifier à tout prix son ambition hégémoniste en Afrique centrale et spécialement l'invasion du territoire congolais⁶. C'est pour cela que beaucoup d'analystes politiques congolais estiment que, participer aux élections de 2023 équivaldrait donc à légitimer la balkanisation du Congo que vise le Rwanda.

La deuxième particularité de la situation au Nord-Kivu est que les populations de Rutshuru, de Masisi et d'une partie de Nyiragongo n'ont pas été enrôlées. Non seulement ces électeurs non enrôlés ne vont pas participer aux élections mais aussi leurs leaders politiques non plus. Mais si Goma, Lubero, Butembo et Beni élisent des députés provinciaux et que Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, soit 3 Territoires sur les 6 qui composent la Province, n'ont pas de députés provinciaux, il n'y aura pas d'Assemblée provinciale du Nord-Kivu siégeant à Goma. Et parce qu'il n'y aura pas d'Assemblée Provinciale au Nord-Kivu, il n'y aura pas de Gouverneur civil qui sera élu. Et donc, le Nord-Kivu, déjà sous état de siège, restera sous administration militaire ou sous un régime d'autorités nommées sous une autre appellation. Certains proposent des Commissaires spéciaux. Ce qui est la même chose parce que, si l'état de siège continue au Nord-Kivu après les élections, cela signifie la persistance des tracasseries fiscales et de la multiplication illégale des taxes parce qu'un seul individu va continuer à élaborer seul le budget de la Province et l'exécuter sans le contrôle du parlement provincial qui n'existe pas. Et là les élections n'auront servi à rien.

⁵ Extrait de la conférence de presse du Président rwandais Paul Kagame à Cotonou au Bénin tenue le 15 avril 2023. Tiré de [\(137\) RDC - Rwanda : nouvelle crispation verbale - YouTube](#) consulté le 18.04.2023 à 10h06'

⁶ A Kinshasa, aujourd'hui en pleine guerre froide avec le Rwanda sur la question des frontières, la 45^{ème} réunion des ministres du gouvernement congolais avait approuvé en son temps la location à des Indiens et pour 25 ans renouvelables de la concession de l'Institut Géographique du Congo sans préciser où seront délocalisés les bâtiments détruits pour y ériger des supermarchés. Cartes, Atlas, repères géodésiques des frontières risquent de disparaître. Ce qui est un grave attentat à la mémoire géographique nationale. [A la Recherche scientifique: aucune concession d'un centre ou institut n'est vendue – AfricaNews RDC](#) Consulté le 24.04.2023 à 8h09

Enfin, l'autre danger que représentent ces élections pour la Province du Nord-Kivu sous occupation est que tous les leaders politiques sont focalisés sur les élections et donc plus personne ne se préoccupe de la libération de Masisi et de Rutshuru. Même les acteurs des mouvements citoyens, qui jadis mobilisaient les manifestants autour de la revendication du départ de la Monusco et de la montée en puissance de l'armée nationale FARDC, ils sont pris dans le tourbillon de devenir candidats parce que la politique c'est la voie royale pour s'enrichir vite et sans effort. Les animateurs des organisations de la Société Civile, pareil. Plus personne pour dénoncer les agissements des agresseurs !! Tous les ennemis de l'intégrité territoriale de la RDC jubilent. Ils ont les mains libres pour leur sale besogne.

Pour toutes ces raisons, le Nord-Kivu en particulier a un choix à faire. La priorité consiste-t-elle à être député ou ministre pour être chassé demain et aller se réfugier ailleurs parce que la Province est tombée entre les mains des agresseurs, ou alors décréter un "cessez le feu politique" pour obliger le gouvernement à donner priorité à la libération des territoires occupés ? C'est le dilemme devant tous les ambitieux politiques qui ont de la peine à se convaincre que libérer le Nord-Kivu de la présence des groupes armés, surtout étrangers, est possible. Or, il y a dans ce pays 14.000 militaires sous la Monusco, 5.000 sous l'EAC (East African Community), 21.000 soldats de l'armée nationale FARDC, 5000 combattants patriotes résistants dits "Wazalendo" et on annonce 1000 militaires de la SADC (Southern African Development Community) et 500 de l'Angola soit un total de 47.000 militaires qui, théoriquement, devraient faire nettement la différence dans une option de solution militaire pour mettre fin à la rébellion du M23.

Enfin, une période de campagne électorale est propice pour poser les défis de la Nation à ceux qui prétendent vouloir diriger le pays. Faut-il participer aux élections ou les boycotter ? La réponse serait simple s'il ne s'agissait pas finalement de régler un problème très sérieux pour retrouver un Etat démocratique fort, des institutions qui appartiennent aux Congolais et fonctionnent selon leur bon vouloir et non selon le dictat des autres, et se doter de la capacité protectrice de la Nation et du peuple congolais. Mais si, pour une raison ou une autre, ce débat est écarté ou s'il se trouve des gens pour faire croire aux électeurs qu'il ne faut pas s'occuper de cela, c'est là que le Congo est vraiment en danger de disparaître.

Goma, 04 Août 2023
Prosper Hamuli Birali